

# A PROPOS DES DEBATS EN COURS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

Interview d'Edmond Maire au journal *Le Matin*, vive réplique de la direction de la CGT : les derniers épisodes de la polémique sont plus vifs que jamais; l'unité au niveau confédéral n'est pas pour demain!

La polémique, la critique mutuelle, sont tout à fait nécessaires, pour clarifier les positions, faire avancer, réaliser ou reconstruire l'unité sur tel ou tel point, pour l'action commune contre le patronat, contre l'ennemi de classe. Encore faut-il pour cela qu'elle soit menée dans cet esprit, ce qui ne semble guère être le cas actuellement. Les conséquences en sont néfastes, y com-

pris pour ce qui existe et s'est construit d'unité à la base, entre militants des deux centrales, entre sections ou syndicats.

Nous militons, actifs dans l'un ou l'autre syndicat, nous en apportons fréquemment témoignage, de même que les luttes de ces derniers temps.

Comment changer le cours des choses?

C'est dans l'unique but de contribuer à faire des organisations syndicales des instruments les plus efficaces, les plus unis possible, aux mains de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste que nous intervenons dans ce débat.

ment exprimée par E. Maire dans son interview au *Matin*, de rechercher l'unité avec «d'autres confédérations» et d'abandonner le pôle CGT CFDT (l'unité privilégiée avec la CGT aurait eu selon Maire l'effet négatif de couper le mouvement syndical en deux), ne va pas y contribuer non plus! (Sur ce plan, E. Maire va aujourd'hui plus loin que le congrès de Brest...).

Mais, à cette tactique d'isolement par le patronat, les dirigeants de la CGT ont répondu par leur théorie, qu'ils ont clairement développée au CCN du 16 juin dernier. Celle de «l'offensive de la classe ouvrière», théorie dont nous avons déjà largement parlé (voir HR N°1212 et 1220...). Selon elle, la bourgeoisie de notre pays, et plus généralement le «camp généraliste» seraient mis en difficulté par les luttes de la classe ouvrière et du camp du progrès ayant à sa tête l'URSS. Cette théorie, qui lie les intérêts de la classe ouvrière de notre pays à ceux de l'URSS, rejette ceux qui critiquent l'expansion agressive, bien

réelle de cette superpuissance, dans le camp de l'impérialisme.

Et d'autre part, en parlant d'un développement des luttes de la classe ouvrière mettant en difficulté la bourgeoisie, elle donne une image du rapport de force actuel, que la réalité malheureusement ne confirme pas. Et qui n'incite pas à la recherche de l'unité maximum.

Nous sommes tout à fait d'accord qu'il faut lutter, mener l'action contre la politique patronale et gouvernementale, pour les revendications. Mais selon l'estimation que nous fait du rapport de force - on plus ou moins favorable à la classe ouvrière -, on accorde plus ou moins d'importance à la lutte pour l'unité. De même, selon le camp qu'on dessine, on étend ou on réduit les possibilités d'unité. Nous venons de le voir à propos de l'URSS. Cela est vrai aussi pour ce qui concerne l'attitude à l'égard d'actions ou de points de lignés du PCP et par les dirigeants du PCF qui font grand bruit ces temps-ci.

Prétendre le contraire peut aussi contribuer à isoler la CGT et à l'affaiblir.

Nous qui sommes communistes, ne sommes pas faire de l'anti-communisme quand nous critiquons certaines positions internationales ou orientations du PCF pour le changement en France; encore moins faire de l'anti-cédétisme.

Quand nous critiquons le programme (ou plutôt l'absence d'engagement) du candidat Mitterrand, nous ne pensons pas faire de l'anti-socialisme.

Quand nous critiquons le recentrage de la CFDT, nous ne rangeons pas pour autant la CFDT dans le camp de l'ennemi!

En tout état de cause, pour la meilleure défense de

syndicalisme de classe, pour la meilleure défense de la CGT, nous pensons que la cible contre laquelle il faut unir tout ce qui peut l'être, c'est le gouvernement Giscard-Barre et le patronat et leur politique à double face de casse des organisations de la classe ouvrière; et que dans le mouvement syndical, par la voie du large débat démocratique, il faut combattre tout ce qui freine ou nuit à l'unité de la classe ouvrière et tout ce qui l'éloigne de l'action et de la lutte: positions, idées, pratiques, dans le respect de l'originalité de chaque organisation, et dans l'esprit de travailler à l'unité.

Gilles CARPENTIER

## La situation syndicale

Mais quelle est, aujourd'hui, la situation syndicale? Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre centrale (CGT ou CFDT), il est certain qu'elles connaissent actuellement des difficultés: baisse des effectifs, problèmes financiers, d'organisation etc... Il n'y a que le patronat, le gouvernement, qui puissent s'en réjouir, d'autant plus qu'ils en sont les principaux responsables; et qu'à la faveur de la crise, ils mènent une politique délibérée et systématique de «démolition» des organisations syndicales de la classe ouvrière.

Il ne fait aucun doute à ce sujet que la cible principale de leur attaque est la CGT. Attaque brutale et sur tous les plans: en attestent le nombre de militants ou d'organisations de la CGT (UL, UD...), visités (par les usagers officiels (CRS ou gardes mobiles) ou privés: milices patronales, groupes d'extrême droite (à qui l'on doit sans doute le graffiti SS), qu'on voit ces temps-ci sur certains murs).

Violences policières, poursuites judiciaires, mais aussi graves atteintes au droit d'expression. Citons dans ce domaine la *Tribune Libre* de la CGT, censurée l'an dernier sur ordre de Peugeot, la direction de ce groupe n'admettant pas qu'il soit fait état de sa responsabilité dans la mort du militant Philippe Marchaud; et plus récemment, l'affaire de l'émission télévisée sur les jeunes à laquelle la CGT (véritable provocation) n'avait pas été invitée.

La CFDT n'échappe pas à cette répression: à l'Asthom, à la SNIAS, etc... Mais

il est clair qu'à son égard, patronat et gouvernement usent essentiellement d'une autre tactique, comptant l'attirer sur le terrain de la concertation, du syndicalisme «raisonnable» et l'éloigner de celui de la lutte de classe. Le 38<sup>e</sup> Congrès de la CFDT (et ses prémisses) leur offrent des perspectives dans ce sens, perspectives dont ils se sont ouvertement félicités. Elles ont été (pour ne citer qu'un exemple) confirmées par les négociations «cédétistes lors de la discussion sur «l'aménagement» du temps de travail, où ils se sont dits prêts à signer l'abandon de la loi des 40h.

Ce que le patronat français envie au patronat japonais ou allemand, c'est essentiellement leurs «partenaires sociaux» plus «coopératifs», «compréhensifs» et «raisonnables».

Dans notre pays, la classe ouvrière, au fil de la longue histoire de ses combats, s'est forgée un syndicalisme différent, un syndicalisme de lutte de classe, dont la CGT est très largement l'héritière.

C'est à lui que s'en prennent, par leur double tactique, patronat et gouvernement. C'est l'un des principaux enjeux de l'affrontement aujourd'hui entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Et à voir l'ampleur de l'attaque, l'ampleur des moyens (matériels, idéologiques) mis en œuvre par la bourgeoisie, il ne s'agit pas d'une «vieillesse» marxiste périmée!

Les choses étant ainsi situées, voyons un peu maintenant de plus près la situation de la CGT.

## La CGT et le PCF

Pour ce qui nous concerne, nous ne confondons pas PCF et CGT: ce n'est pas la même chose. Mais personne n'ignore le poids que représentent les militants du Parti communiste français dans la CGT, à tous les niveaux de son organisation. Ils y sont bien souvent les militants les plus actifs.

Les actions qui peuvent être menées au nom du PCF y ont nécessairement des répercussions ainsi que ses positions et points de vue politiques.

Ainsi, les actions menées dans certaines municipalités gérées par des élus PCF concernant les travailleurs immigrés directement ou indirectement (à Vitry, à Montigny-les-Vallées, à Montigny-les-Bains) ont eu de graves répercussions, évidemment utilisées et amplifiées par le pouvoir. Certains résultats de récentes élections professionnelles, sont un signe qu'elles ont pu affaiblir l'audience de la CGT (Chausson, Michelin...) et elles n'ont pas favorisé l'ampleur de la résistance - combien souhaitable - à l'attaque patronale dans l'automobile par exemple.

Nous estimons que ces positions et points de vue qui les ont justifiées, non seulement ont été préjudiciables à l'unité de la classe ouvrière (français-immigrés), mais prenant pour cible des travailleurs immigrés, ont porté des coups à une partie des classes ouvrières. Elles ont, par conséquent, été préjudiciables aussi à la CGT, bien que la CGT ait navigué sur un terrain non approuvé (à noter toutefois que certaines UD CGT

les ont soutenues et s'y sont impliquées).

Certes le pouvoir, le patronat, les ennemis de la classe ouvrière, ont tout fait pour amplifier les effets négatifs de ces actions, en profitant pour étouffer le bruit de leurs propres méfaits.

Mais cela n'est nullement surprenant de la part de l'ennemi qui sait très bien user de la moindre faille. Et cela ne change rien à la nature de ces actions. Nous les avons pour notre part critiquées. D'autres l'ont fait, comme le MRAP par exemple, et la CGT aurait bien pu le faire sans aucunement se porter tort. Car le fait que l'ennemi les aient utilisées contre la classe ouvrière permet-il de ranger ceux qui les condamnent parmi les ennemis de la classe ouvrière, du communisme, de la CGT?

Ce serait, au nom de la lutte contre l'anti-communisme, empêcher toute critique de positions du PCF, même si elle sont préjudiciables à la CGT.

Pourquoi ne dirait-on pas, au nom de la lutte contre l'anti-socialisme, halte à toute critique de positions du PS?

Il ne serait pas bon d'évaluer le débat de cette sorte.

Il ne serait pas bon qu'un parti, pour se défendre des critiques encourues par certaines de ses actions et positions, fasse écran avec les liens qu'il a, le poids qu'ont en fin de compte la CGT, et ses militants dans la lutte, et en fin de compte lui-même l'amalgame avec la CGT.

La CGT n'est pas le PCF; n'est pas une attaque contre la CGT.

## TROIS RESPONSABLES DE LA CGT DE SEINE ST DENIS RISQUENT LA PRISON

Le 2 avril prochain, trois responsables de la CGT de Seine-St-Denis comparaitront devant la Cour d'appel de Paris.

Ce sont Henri Oreste, secrétaire de l'UD-CGT de la Seine-St-Denis; René Pineau et François Dilonardo, secrétaires des UL-CGT d'Aubervilliers et La Courneuve. Le 5 décembre dernier, ils avaient été condamnés à des peines de 15, 12 et 6 mois de prison avec sursis, au titre de la scélératesse loi anti-casseurs.

Le 22 février 79, à l'appel de la CGT, alors que les travailleuses de Sonolor étaient en lutte pour défendre leur emploi, la chambre patronale de la Courneuve avait été occupée. Action légitime face à un patronat qui jette les travailleurs au chômage. L'occupation avait duré une heure et demi. Il a suffi qu'un huissier constate qu'une serrure était arrachée à une porte, pour que des poursuites soient engagées au titre de la loi anti-casseurs.

Il est clair que ces poursuites et ces procès visent à frapper les libertés et l'organisation syndicale. Ils sont indissociables de l'attaque d'ensemble menée contre les libertés et dont le but est de pouvoir mieux exploiter les travailleurs, les jeter à la rue plus aisément.

Le 2 avril, nous serons parmi ceux qui exigeront la liberté pour les trois syndicalistes CGT de Seine-St-Denis, pour la défense de l'organisation syndicale.

P.B

## ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F  
3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F  
6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis  
S'abonner un moyen pratique  
pour avoir le journal

Prenez contact  
avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
Prénom .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
.....  
Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

## La CGT isolée?

Au contraire de ce qu'affirme Edmond Maire dans son interview au *Matin*, ou d'autres dirigeants cédétistes à diverses occasions, nous pensons que l'isolement de la CGT est essentiellement le fait, le résultat de cette dou-

ble tactique patronale dont nous venons de parler. Et ne recentrage cédétiste, repose plutôt favorable aux sirènes de la concertation et du syndicalisme «raisonnable», n'a pas contribué à faire barrage à ces opérations d'isolement. La volonté ouverte-